

Lyon, le 5 septembre 2024,

**Baisse des crédits aux collectivités :
Danger pour les habitants de nos villes et quartiers populaires**

L'Association des Maires Ville & Banlieue de France déplore les accusations infondées formulées par les ministres démissionnaires de l'Économie et du Budget à l'encontre des collectivités territoriales.

De nouveau, ces dernières ont été accusées pour leur soi-disant mauvaise gestion des comptes publics.

Les communes, intercommunalités et départements organisent le fonctionnement des services publics du quotidien, contribuent à la mise en œuvre de la transition écologique et trouvent des solutions pour répondre aux besoins des habitants tout en répondant aux obligations et contraintes que l'État fait peser sans compensation sur leurs budgets de fonctionnement.

Il est important que les cinq millions d'habitants des quartiers et villes populaires urbains soient au cœur des attentions de l'ensemble des politiques publiques.

Les nouvelles contraintes budgétaires pour 2025 ne pourraient pas être supportées par les élus que nous sommes, dans la gestion du quotidien pour les habitants de nos villes.

Nous ne pouvons pas, encore une fois, être la variable d'ajustement budgétaire de la politique gouvernementale.

Nous rappelons que la *politique de la ville* doit être rattachée au Premier ministre pour une mobilisation interministérielle de tous les pans du droit commun en faveur des résidents des 1 362 territoires métropolitains répartis dans tous les départements et les futurs quartiers ultramarins concernés.

Les élu.e.s de Ville & Banlieue redisent avec force que, pour faire République ensemble, les banlieues et cœurs de villes vulnérables ne sont pas le problème mais la solution.

Contact presse : Sylvie Thomas, Déléguée générale
t. : +33 6 77 89 78 82 / m. : sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org